



Déclaration liminaire du SNUipp-FSU 79 CAPD du 4 juin 2021

Monsieur le Directeur Académique

La CAPD qui nous réunit aujourd'hui va traiter des promotions pour de nombreux·ses enseignant·es de notre département, et ce, avec un retard inadmissible. En effet plusieurs promotions qui seront entérinées aujourd'hui datent du 1^{er} septembre 2020, soit un retard de 10 mois. Si nous sommes habitué·es à percevoir les changements d'échelon avec une certaine rétroactivité, aujourd'hui, nous battons des records. Cette situation est totalement inadmissible, d'autant que la promotion est, depuis de trop nombreuses années, le seul espoir qu'ont les enseignant·es de voir leur salaire augmenter.

Le point d'indice est gelé depuis plus de 10 ans, et les enseignant·es français·es sont toujours parmi les moins bien payé·es de tous les pays de l'OCDE.

Comme à son habitude, notre ministre utilise les médias pour un effet d'annonce qui n'a d'autre but que de redorer son blason face une opinion publique à laquelle il peut de moins en moins cacher son incompétence. Alors, si l'annonce de 700 millions d'euros fait son effet sur BFM TV ou chez Hanouna, il suffit de regarder d'un peu plus près la presse sérieuse pour comprendre que cette pseudo augmentation vient ancrer un peu plus le mépris que ce ministre a à l'égard des enseignant·es.

Sur 700 millions, 300 sont en fait la mise en place de mesures déjà prévues et annoncées en 2020. Il ne reste donc plus que 400 millions à partager entre 870 000 enseignant·es selon des critères encore inconnus. Il semble d'ailleurs que le ministre prévoit cette revalorisation sous forme de primes, ce qui, nous en sommes certainement toutes et tous d'accord ici, n'est pas de la revalorisation, mais plutôt une carotte pour mieux diviser le monde enseignant.

Bref, cette annonce ne représenterait au final qu'une trentaine d'euros par mois d'augmentation. Cela ne compenserait absolument pas la perte de pouvoir d'achat que nous subissons depuis de nombreuses années. Cela ne nous permettra même pas de compléter l'écran d'ordinateur que nous avons pu nous offrir avec la gracieuse prime informatique perçue en janvier dernier ! Et aucune annonce du dégel du point d'indice à l'horizon. Quant aux autres personnels de l'Éducation Nationale, AESH entre autres, ils sont exemptés de prime et continueront à vivre sous le seuil de pauvreté !

Les promotions sont donc encore le seul espoir d'une amélioration des conditions salariales des enseignant·es, c'est pourquoi le SNUipp-FSU continue à exiger un avancement au rythme le plus rapide pour toutes et tous jusqu'à l'indice terminal 1 000.

Les conditions de ces accélérations de carrière sont d'ailleurs très opaques pour nombre de nos collègues. Nous avons pu découvrir lors du groupe de travail que les appréciations finales étaient posées selon des critères manifestement précis, dont nous n'avons pas encore saisi toutes les nuances, si ce n'est que ce sont les personnels administratifs qui s'acquittent de cette tâche. Nous ne remettons pas en cause leur travail, loin de là, mais nous pensions naïvement que cette tâche là incombait aux IEN en concertation avec le DASEN. Et nous trouvons toujours étonnant que le nombre d'appréciations « excellent » soit quasi systématiquement en corrélation avec le pourcentage de promovables dont nous disposons. Hasard ou politique guidée par les chiffres...

Le Grenelle de l'Éducation aura donc été l'occasion pour Jean-Michel Blanquer de nous faire son

annonce d'une revalorisation historique dont nous venons de parler, mais pas seulement. Beaucoup plus inquiétant, le ministre entend continuer de réformer l'école comme on manage une entreprise. Direction d'école renforcée, gestion des ressources humaines, formations individualisées, méritocratie... Or, et encore plus après une année d'école sous covid, le service public d'éducation a avant tout besoin de moyens et de personnels reconnus. Encore une fois, notre ministre est complètement hors-sol, il ne connaît pas les réalités du terrain. L'école n'a nul besoin de ce "Grenelle" et de nouvelles dénominations aussi jolies soient-elles pour alimenter un plan de communication mais bien d'un véritable plan d'urgence.

Au niveau départemental, nous constatons une dégradation des conditions de travail des enseignant·es. L'épuisement se fait ressentir dans toutes les équipes et les moyens, qu'ils soient matériels ou humains, ne sont toujours pas au rendez-vous. L'embauche d'une dizaine de contractuel·les est indigne de notre ministère. C'est faire bien peu de cas de notre professionnalisme, et bien peu de cas des personnes que l'on a mis en situation d'enseigner avec seulement 2 jours de prise de connaissance du terrain.

Les brigades soutien instaurés par votre prédécesseur et que vous faites perdurer impliquent un surcroît de travail pour les équipes et surtout les directeurs·rices qui en font la demande. On trouve désormais des élèves à besoins éducatifs particuliers dans toutes les écoles, voire dans toutes les classes. Ces élèves en souffrance mettent à mal les équipes qui se sentent bien seules. Les maître·sses G sont en nombre insuffisant dans le département et tou·tes les maître·sses E que nous rencontrons nous décrivent leur épuisement professionnel. Les orientations deviennent très compliquées et les décisions de conseil des maître·sses et des équipes éducatives pour les redoublements ne sont pas souvent suivies par les IEN. Nous avons d'ailleurs rappelé aux équipes qu'en ce qui concerne le redoublement, ce sont bien les conseils des maître·sses qui sont décisionnaires.

La fin des CAPD est un coup supplémentaire porté aux conditions de travail des enseignant·es. Elle se fait en parallèle d'une baisse drastique des moyens dans l'administration. Bilan des courses : les collègues nous rapportent des difficultés à entrer en communication avec les services, notamment dans la gestion de dossiers délicats comme les CLM/CLD ou les allègements de service.

Nous pensons avoir encore une fois montré en groupe de travail notre expertise en matière de gestion des personnels et en terme de lecture des documents. Malheureusement, là encore, notre gouvernement est hors-sol, à des années-lumière des réalités du terrain, préférant mettre au placard les représentant·es des personnels au profit d'une gestion par des logiciels et par des personnels administratifs trop peu nombreux.

Le but à peine caché, nous le savons, est bien de porter un coup fatal à la Fonction Publique, et là, on peut dire que c'est efficace. Pourtant, la crise sanitaire a montré le besoin impérieux de services publics sur tout le territoire, afin de recréer du collectif et une entraide indispensable en ces temps incertains. Car si le ruissellement des richesses se fait vraiment attendre, le ruissellement du manque de moyen, lui, n'a pas tardé à toucher toutes les classes de la population, enfin, toutes, pas les plus riches, bien évidemment.

Cette destruction du service public a pour autre conséquence l'individualisation de notre société. Ajoutons à cela la peur véhiculée par les médias; et la mise en opposition des classes par l'argent, tous les éléments sont là pour faire le jeu d'un populisme décomplexé. L'un des rôles fondamentaux de l'école est bien de lutter contre l'obscurantisme, et c'est pour cette raison que le SNUipp au sein de sa fédération, la FSU, se joint à l'appel national pour une journée de mobilisation contre les idées d'extrême droite le samedi 12 juin prochain.